

Signature inespérée d'un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement sandiniste et les leaders de la Contra. Mais, au même moment, triomphe de la droite salvadorienne aux élections administratives : les escadrons de la mort se refont une beauté démocratique ! Et jeu de puissance indécent de l'administration Reagan dans la Zone du Canal (voir ci-après l'article de Jean-Pierre Richard).

En essayant de suivre les événements d'Amérique centrale à travers les grands systèmes d'information nord-américains, je ne puis m'empêcher de penser à la Palestine au temps de l'empire romain. Une région relativement peu peuplée, et pourtant en état de conflit quasi permanent, juste assez proche du Rio Grande pour qu'on n'hésite pas à y injecter de l'argent, des armes, de la drogue, des conseillers militaires et même quelques régiments en grandes manoeuvres.

Mais les manchettes qui nous racontent l'Amérique centrale à partir des palais présidentiels et des conférences de presse de la Maison blanche nous masquent une partie de la réalité, la plus importante en fait, celle des gens ordinaires qui vivent la disette au jour le jour, des paysans chassés de leurs villages, des dizaines de milliers de réfugiés...

Cette réalité-là, quand on la rencontre pour vrai, est bouleversante. Elle déracine. Elle envoie. Vous allez lire le témoignage de Lucy, Michel et Patrice, sous le titre de « Pèlerinage », dans la section Face à l'actualité. Pour eux, l'Amérique centrale est devenue la nouvelle Galilée. Ils y ont pris rendez-vous avec le Ressuscité.

Au cas où vous aimeriez entrer en contact avec ce trio de pèlerins, ou suivre de plus près leur odyssée, vous pouvez vous adresser à « Salut le monde », 7055 Saint-Denis, Montréal H2S 2S5 ; (514) 271-6226.

Albert Beaudry

relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

DIRECTEUR
Albert Beaudry

RÉDACTRICE EN CHEF
Gisèle Turcot

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION
Fernand Jutras

COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, André
Beauchamp, Julien Harvey,

Roger Marcotte, François
Morissette, Guy Paiement,
Francine Tardif.

COLLABORATEURS
Michel Beaudin, Renaud Bern-
nardin, Ginette Boyer, Ri-
chard Dubois, Yves Lever,
Annine Parent-Fortin, Jean
Picher, Jacques Racine,
Jean-Pierre Richard, Maryse
Robert, Jean-Paul Rouleau,
Henri Sader.

BUREAUX
8100, boul. St-Laurent
Montréal H2P 2L9
tél.: (514) 387-2541

ABONNEMENTS
Hélène Desmarais

10 numéros (un an): 16,00 \$
(à l'étranger: 20,00 \$)

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Points de repères* et dans le *Canadian Periodical Index*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University Microfilm*, Ann Arbor Michigan 48106, USA.

Courrier de la deuxième classe. Enregistrement no 0143.

face à l'actualité

L'intérêt actif pour la question sociale
Crise au Panama La fluoration
contestée Rock et compagnie
Retour en Amérique centrale

LE MESSAGE SOCIAL DU PAPE JEAN-PAUL

Depuis Léon XIII en 1891, tous les papes, à l'exception bien explicable de Jean-Paul 1er, ont adressé aux chrétiens, et depuis Paul VI « à tous les hommes de bonne volonté », des lettres sur des questions sociales. Vingt ans après la lettre de Paul VI sur *Le progrès des peuples*, et à l'occasion de cet anniversaire, le pape Jean-Paul nous adresse un message qu'il intitule *L'intérêt actif pour la question sociale*.

Comme le disait le pape Paul VI, les lettres du pape n'ajoutent rien à la révélation chrétienne, mais elles sont des lectures des signes des temps, qui veulent aider les chrétiens à vivre leur vie et leur foi dans l'histoire, à augmenter la qualité de leur témoignage de la suite de Jésus dans le présent. C'est à ce titre que la lettre du pape Jean-Paul nous intéresse tous.

La lecture du message nous montre d'abord qu'il s'agit d'une initiative modeste : le pape ne veut pas recommencer à neuf une présentation de la pensée sociale de l'Église catholique à l'heure actuelle, il préfère réactualiser le message de Paul VI il y a vingt ans. Il rappelle longuement les principaux traits de la lettre d'alors : les richesses du monde sont au service de tous, même si elles ne sont pas la propriété de tous. La richesse comporte une hypothèque sociale, plus exigeante que les lois du marché et de la compétition. En

conséquence, tous ont le devoir de contribuer à nourrir, soigner, instruire, libérer tous les humains. Ne pas le faire, c'est tuer son frère, même si c'est indirectement.

Le sous-développement est donc le plus grand scandale de notre temps ; par conséquent, le sens social et la solidarité sont les qualités humaines réclamées par notre temps. Réclamées de tous les humains. Mais particulièrement de l'Église, qui ne sera fidèle à son devoir qu'en se mettant toujours plus au service de l'humanité, en étant solidaire de tous les humains.

Jean-Paul II ne cache pas son jugement : vingt ans après l'appel de Paul VI, la situation s'est profondément détériorée. La pauvreté totale, de nourriture, de santé, d'instruction, de liberté, s'est aggravée dans le Sud, alors que le Nord s'est enrichi dans tous ces domaines. Et la tension idéologique entre l'Est et l'Ouest, avec son gaspillage militaire, continue de détourner l'attention. Les seuls facteurs positifs qu'on peut opposer à cette détérioration, dit le pape, sont : une meilleure conscience des droits humains, personnels et collectifs, une meilleure conviction de notre interdépendance mondiale, un plus grand souci de la qualité de la vie et de l'écologie, des facteurs qui peuvent mener à la paix.

Le pape continue en approfondissant sur le plan spirituel

le problème et les voies de solution. Il parle bravement de péché social, incrusté dans les systèmes économiques et politiques. Il montre surtout que la *solidarité* est la force chrétienne la plus requise par notre temps¹. Nous sommes dans un temps d'égoïsme, personnel et au niveau des groupes et des peuples : nous ne survivrons que si nous savons retrouver une solidarité humaine, une volonté efficace de nous aider les uns les autres. Reprenant la devise de Pie XII, « La paix est l'oeuvre de la justice », il nous propose comme mot d'ordre : « La paix est l'oeuvre de la solidarité ».

La lettre a ses côtés déconcertants. Le plus difficile est qu'elle s'adresse aux puissants et aux riches, aux chefs d'État et par conséquent semble peu pratique pour les chrétiens et chrétiennes ordinaires. On aurait souhaité quelques paragraphes sur l'application plus modeste de la solidarité au niveau personnel, familial, paroissial ou encore à l'intervention de solidarité de la communauté de base, de la paroisse, du mouvement populaire.

Un deuxième aspect plus difficile est un accent plus fort sur le culturel que sur l'économique, même si ce domaine n'est pas absent : l'effort de solidarité doit être un autre nom de la justice et non pas une réconciliation trop facile.

Un troisième point difficile est que la lettre parle surtout de morale sociale (par ex. n. 35.36.38), même si occasionnellement on passe au domaine spirituel. Cette motivation spirituelle, partant de l'unité de la création humaine jusqu'au Royaume final, en passant par la fraternité en Jésus Christ,

mérite certainement plus de développement pastoral, si la lettre doit avoir un impact sur notre conduite.

Les journaux ont parfois limité leur intérêt pour la lettre à un seul point très concret, qui a été cité avec le sourire : l'Église a une longue tradition d'aide à ceux qui souffrent « non seulement avec le superflu mais aussi avec le nécessaire. En cas de besoin, on ne peut donner la préférence à l'ornementation superflue des églises et aux objets de culte précieux ; au contraire, il pourrait être obligatoire d'aliéner ces biens pour donner du pain, des vêtements et une maison à ceux qui en sont privés » (n. 31).

Jean XXIII avait déjà ressenti la difficulté posée au pape par cette réflexion courageuse et bien traditionnelle. Il avait fait le projet de déménager au plus modeste Latran, donnant le Vatican et ses musées à l'UNESCO. Le projet aurait dû être mené à terme, même si, dit-on, l'UNESCO aurait en fait refusé. Mais ceci dit, le rappel nous touche tous. Comment manifester notre solidarité si nous avons des ressources d'Église qui ne servent guère et dont la valeur artistique pourrait être protégée par d'autres institutions ? ■

Julien Harvey

1. Pour rendre concrète la pratique de la solidarité, voir : Jacques Alary, Éd., *Solidarités : pratiques de recherche-action et de prise en charge par le milieu*, Montréal, Boréal, 1987 ; Harold Bherer et André Joyal, *L'entreprise alternative, mirages et réalités*, Montréal, St-Martin, 1987.

LA POUDRE CONTRE LES CANONS

Ronald Reagan a probablement, une fois encore, joué les apprentis-sorciers en provoquant la crise du Panama. Cette république, qui a été créée de toutes pièces pour les États-Unis en 1903, finira peut-être par exister. Si elle voit jamais le vrai jour, celui de la liberté, il se pourrait bien que ce soit contre les États-Unis.

Le Panama n'aura été pendant longtemps qu'un État créé sur commande pour permettre le percement d'un canal à travers l'isthme. Un curieux homme, le général Omar Torrijos, a réussi à faire le consensus national et a arraché à Washington un accord qui assure la souveraineté de Panama sur le canal et réduit la surface de la *Canal Zone*, de 1435 km carrés qu'elle était en 1903, à 30 000 hectares, voie d'eau et dépendances comprises. C'était sous Jimmy Carter. Omar Torrijos est mort dans un étrange accident d'hélicoptère, le 31 juillet 1981. Les traités signés à Washington le 7 septembre 1977 prévoient que ce canal réduit sera géré par une commission mixte jusqu'en 1989, après quoi la commission doit devenir exclusivement panaméenne. Pour les reaganiens, il était urgent qu'il y ait une crise.

Qu'était-il reproché par Washington au maître véritable du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, au cours de l'hiver ? D'être un trafiquant de drogues. Sans doute l'a-t-il été, mais l'était-il plus que les maîtres des Bahamas, véritable porte-avions du trafic de la drogue ?

Le Panama est descendu si bas uniquement parce que les économies latino-américaines ne peuvent pas retenir chez elles l'épargne qu'elles produisent, et parce que plus elles se développent, plus elles s'appauvrissent. Dans le vide créé par la fuite des profits et l'omniprésence de la dette extérieure, surgit une narco-économie qui a pour champ de production

la Bolivie, le Pérou et la Colombie, et le Panama comme plate-forme de départ, avec d'importantes escales au Costa Rica, au Honduras, sans compter la route mexicaine pour l'*Acapulco Gold* et la *neige*, noms affectueux de la marijuana et de la cocaïne. Haïti, semble-t-il, est en train de devenir un gîte d'étape. C'est un système qui permet aux élites locales de voir la couleur de l'argent. Ce trafic se calcule désormais en dizaines de milliards de dollars.

Lorsque Ronald Reagan s'est avisé que le Panama allait être le terrain de tournage de son dernier western, il s'est dit que l'Ananas – surnom donné par les Panaméens au mulâtre Noriega, parce qu'il a une vilaine peau – avait plus que le physique de l'emploi : on l'enferma dans le rôle du méchant. Le tournage s'est fait très opportunément durant la campagne des élections primaires, ce qui a permis au public américain d'oublier un instant que Ronald Reagan et George Bush ont trafiqué des armes contre des otages. Jusqu'à l'inculpation de Poindexter et North du moins. Il serait donc moral de vendre des armes aux vieux turbans de l'Iran mais immoral et répréhensible de jouer au plus fin avec les maîtres du Canal.

Sans doute le général Noriega est-il quelque peu gangster sur les bords. Mais il y a plus révélateur. L'establishment américain a accusé Noriega d'avoir pactisé à la fois avec les Sandinistes et les rebelles de la contra, d'avoir trafiqué avec le régime castriste et, du même souffle, a affirmé que Raul Castro, ministre cubain de la défense et frère de Fidel, s'est livré au trafic de la drogue. Il a même été question d'inculper Raul Castro aux États-Unis comme l'avait été Noriega !

Le général panaméen a cru qu'il pouvait ignorer le machisme nord-américain à l'égard de l'Amérique latine : il y a

les mauvais (Castro et Ortega), ceux dont on ne parle pas (Pinochet et Stroessner) et les autres. Sans doute l'a-t-il cru parce que le Panama est le monde de la fiction. Pays créé à même une province colombienne détachée de la mère-patrie à la suite de la guerre des Mille jours, le Panama a une économie fragile, où la banane compte infiniment moins que ses centaines de banques et de sociétés commerciales, véritable prolongement du modèle américain. C'est un paradis fiscal où les sous noirs du crime et du mensonge sont blanchis, c'est une île en terre ferme qui dispose de la troisième flotte du monde grâce aux pavillons de complaisance.

Comment voulez-vous que, dans ces conditions, un gros garçon comme Noriega, né dans un quartier pauvre du front de mer de Panama City, n'ait pas succombé à la tentation d'opposer la poudre blanche latino-américaine aux canons de l'oncle Sam ? Pour avoir vécu dans la fiction, il s'est retrouvé dans un western réel !

Quelles armes et quelles drogues trafiquait donc le général Noriega ? Des armes américaines et de la drogue qui, de la feuille de coca bolivienne au sachet de poudre vendu dans les rues des villes américaines, finissent en dollars américains dans des banques américaines de Miami qui ont souvent d'excellents managers bilingues, nés à Cuba et devenus citoyens de la grande république démocratique de l'Amérique du Nord. Bref, le moralisme militant dont l'Ananas est la dernière victime, est le masque du pharisaïsme et, comme tous les masques, ceux du moralisme militant ne sont pas opaques. On l'a bien vu dans le cas des télévangélistes baptistes !

Noriega était tout désigné pour incarner le mal de la drogue au moment où le public américain veut s'abandonner à ce que John Chancellor, l'éditorialiste du journal télévisé de la NBC, appelle le syndrome du démon étranger. John Chancellor explique que, s'il existe une narco-économie en Amérique latine, c'est tout simplement parce que la demande de drogue est énorme aux États-Unis. C'est la demande qui crée l'offre.

Le problème de la drogue se pose avec acuité jusque

dans les petites villes du fin fond des États ruraux, la poudre blanche a pénétré jusque dans la Ceinture de la Bible. Des dizaines de reportages ont été faits, les Nord-Américains le savent. La drogue est un mal aussi répandu que l'alcool et presque aussi banalisé. Mais le reaganisme, que Bush va probablement faire durer quatre ans de plus, ne veut pas l'admettre. L'Autre est donc réquisitionné pour la pantomime du mal qui permettra, espère-t-on, de le repousser loin de soi, hors d'une conscience pharisaïquement libérée. Et si c'était là une forme plus pernicieuse encore d'intoxication, celle de l'esprit !

La Panama avait besoin d'un homme qui comprend dans quelle fiction le pays du canal doit se situer, cet homme était déjà en place. Les Américains ont misé sur Eric Arturo Delvalle. Il avait tout ce qu'il faut pour le rôle du bon. Diplômé de l'université d'État de la Louisiane et ancien cadre d'une compagnie sucrière, il a déjà été vice-président et il a été fait président par Noriega en 1985, lorsque l'Ananas a décidé de se défaire du président Nicolas Ardito Barletta. Delvalle était parvenu à la magistrature suprême à la suite d'un coup d'État constitutionnel identique à celui qui a été monté par Noriega pour le remplacer par un certain Manuel Solis Palma. Delvalle a tout ce qu'il faut, il comprend ; davantage, c'est un *blanquito* !

La déstabilisation du Panama n'est pas l'opération simple que Reagan et Bush croient avoir mise en marche. En encourageant une opposition soudain devenue pure, en coupant toute assistance économique et militaire dès juin dernier et en décrétant un embargo monétaire qui a créé une confusion dont ils paraissent assurés de récolter les fruits, ils ont peut-être ouvert une boîte de Pandore. Il est possible que Delvalle permette de jouer un nouvel acte de la comédie parlementaire dans un Panama enfin redevenu un paradis fiscal et que les *narcotraficantes* soient repoussés dans l'ombre. Mais Beyrouth, elle aussi, était un paradis fiscal, un refuge pour le tourisme dans une région déchirée par la guerre, et elle avait un président, Elias Sarkis, qui avait fait des études à Paris... ■

Jean-Pierre Richard

FLUOR ET PASSION

malgré les avis, scientifiquement documentés, de plusieurs CLSC et DSC, malgré celui de l'Ordre des dentistes, de médecins et de spécialistes de l'hygiène publique, le projet de fluoration de l'eau de la ville de Montréal continue de susciter rage et passion.

Pourtant, l'objectif poursuivi est louable : il s'agit d'améliorer la santé dentaire de la population montréalaise et, plus spécifiquement, celle des enfants de 6 à 12 ans des quartiers économiquement défavorisés. Le moyen proposé, la fluoration, aurait déjà fait ses preuves dans plusieurs villes aussi bien canadiennes qu'américaines, sans qu'aucun effet secondaire néfaste n'ait encore pu être identifié. Quant aux coûts, ils sont relativement bas. D'un point de vue technocratique, la « solution » fluor s'impose d'elle-même.

Alors, comment comprendre l'opposition féroce que le projet suscite ? Comment comprendre que la Commission du développement communautaire, responsable du dossier de la fluoration, soit de toutes les commissions municipales mises sur pied à ce jour, celle qui a suscité la participation

du plus grand nombre d'organismes et d'individus ? Même si les dés peuvent sembler pipés – la mesure est déjà inscrite au programme du RCM et elle est activement mise de l'avant par le gouvernement du Québec – tout le monde veut être entendu. Au point qu'on a dû prolonger la période de consultation.

Pourquoi ? Certains groupes invoquent le respect des libertés individuelles : au nom de quoi imposerait-on à tous un même « médicament » ? D'autres mettent en doute le lien entre le fluor et l'amélioration de la santé dentaire : à leurs yeux, mieux vaudrait miser sur de véritables programmes de prévention, axés sur la modification des comportements, plutôt que sur des mesures universelles et anonymes. Quelques-uns insistent pour qu'on prenne au sérieux la démarche environnementaliste : comme personne ne peut absolument garantir qu'on ne trouvera pas, dans dix ou cinquante ans, des effets secondaires à la fluoration, il serait plus sage de chercher d'autres solutions à la carie dentaire.

Toutes ces oppositions à la fluoration se fondent sur des